

40	09/07/2015	BE 0882.012.387	36	EUR		
NAT.	Date du dépôt	N°	P.	D.	15295.00062	C 1.1

COMPTES ANNUELS EN EUROS

Dénomination: **Celgene**

Forme juridique: Société privée à responsabilité limitée

Adresse: Boulevard de France

N°: 9

Boîte: A

Code postal: 1420

Commune: Braine-l'Alleud

Pays: Belgique

Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de Commerce de Nivelles

Adresse Internet:

Numéro d'entreprise

BE 0882.012.387

Date du dépôt de l'acte constitutif ou du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts.

29-07-2008

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale du

19-06-2015

et relatifs à l'exercice couvrant la période du

01-01-2014

au

31-12-2014

Exercice précédent du

01-01-2013

au

31-12-2013

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont identiques à ceux publiés antérieurement.

Documents joints aux présents comptes annuels:

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet:

C 5.1, C 5.2.2, C 5.2.3, C 5.2.4, C 5.3.1, C 5.3.2, C 5.3.4, C 5.4.1, C 5.4.2, C 5.4.3, C 5.5.1, C 5.5.2, C 5.8, C 5.16, C 5.17.2

LISTE COMPLETE avec nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de l'entreprise des ADMINISTRATEURS, GERANTS ET COMMISSAIRES

OEHEN Jürg

Manager

Zugerstrasse 14

6330 Cham

SUISSE

Début de mandat: 21-06-2006

Gérant

COLOWICK Alan Burton

Manager

Chemin du Grand-Praz 12

1012 Lausanne

SUISSE

Début de mandat: 06-02-2012

Fin de mandat: 16-09-2014

Gérant

BILLER Jonathan Prim

Manager
Oak Ridge Avenue 149
07901 Summit, New Jersey
ETATS-UNIS

Début de mandat: 06-02-2012

Gérant

BOKMANS Erik

Eastbury Road 27A
Herts WD19 4RD Watford
ROYAUME-UNI

Début de mandat: 01-08-2013

Gérant

SERRY Nakisa

Chemin de la Damaz 72
1162 St-Prex
SUISSE

Début de mandat: 01-08-2013

Gérant

TAPANI PATSI Tuomo

Chemin de Lurier 28
1807 Blonay
SUISSE

Début de mandat: 16-09-2014

Gérant

KPMG (B00001)

BE 0419.122.548
Avenue du Bourget 40
1130 Brussel
BELGIQUE

Début de mandat: 29-06-2012

Fin de mandat: 19-06-2015

Commissaire

Représenté directement ou indirectement
par:

SNJKERS Robert (A01451)
Réviseur d'entreprise
Avenue du Bourget 40
1130 Brussel
BELGIQUE

N°	BE 0882.012.387	C 1.2
----	-----------------	-------

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels n'ont pas été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de l'entreprise*,
- B. L'établissement des comptes annuels*,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

* Mention facultative.

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
ACTIFS IMMOBILISÉS		20/28	<u>235.028</u>	<u>284.239</u>
Frais d'établissement	5.1	20		
Immobilisations incorporelles	5.2	21	2.366	4.260
Immobilisations corporelles	5.3	22/27	232.661	279.979
Terrains et constructions		22		
Installations, machines et outillage		23		
Mobilier et matériel roulant		24	71.836	59.695
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26	146.917	220.284
Immobilisations en cours et acomptes versés		27	13.908	
Immobilisations financières	5.4/5.5.1	28		
Entreprises liées	5.14	280/1		
Participations		280		
Créances		281		
Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	5.14	282/3		
Participations		282		
Créances		283		
Autres immobilisations financières		284/8		
Actions et parts		284		
Créances et cautionnements en numéraire		285/8		
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	<u>22.572.633</u>	<u>17.786.803</u>
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales		290		
Autres créances		291		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3		
Stocks		30/36		
Approvisionnements		30/31		
En-cours de fabrication		32		
Produits finis		33		
Marchandises		34		
Immeubles destinés à la vente		35		
Acomptes versés		36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	16.210.345	13.141.177
Créances commerciales		40	16.145.561	13.003.289
Autres créances		41	64.784	137.888
Placements de trésorerie	5.5.1/5.6	50/53		
Actions propres		50		
Autres placements		51/53		
Valeurs disponibles		54/58	6.279.272	4.502.877
Comptes de régularisation	5.6	490/1	83.016	142.749
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	22.807.661	18.071.042

N°	BE 0882.012.387	C 2.2
----	-----------------	-------

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF				
CAPITAUX PROPRES		10/15	<u>7.255.468</u>	<u>5.674.878</u>
Capital	5.7	10	300.000	300.000
Capital souscrit		100	300.000	300.000
Capital non appelé		101		
Primes d'émission		11		
Plus-values de réévaluation		12		
Réserves		13	30.000	30.000
Réserve légale		130	30.000	30.000
Réserves indisponibles		131		
Pour actions propres		1310		
Autres		1311		
Réserves immunisées		132		
Réserves disponibles		133		
Bénéfice (Perte) reporté(e)	(+)/(-)	14	6.925.468	5.344.878
Subsides en capital		15		
Avance aux associés sur répartition de l'actif net		19		
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS		16		
Provisions pour risques et charges		160/5		
Pensions et obligations similaires		160		
Charges fiscales		161		
Grosses réparations et gros entretien		162		
Autres risques et charges	5.8	163/5		
Impôts différés		168		
DETTES		17/49	<u>15.552.193</u>	<u>12.396.164</u>
Dettes à plus d'un an	5.9	17		
Dettes financières		170/4		
Emprunts subordonnés		170		
Emprunts obligataires non subordonnés		171		
Dettes de location-financement et assimilées		172		
Etablissements de crédit		173		
Autres emprunts		174		
Dettes commerciales		175		
Fournisseurs		1750		
Effets à payer		1751		
Acomptes reçus sur commandes		176		
Autres dettes		178/9		
Dettes à un an au plus		42/48	15.476.496	12.279.990
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	5.9	42	20.267	20.268
Dettes financières		43	371	3.497
Etablissements de crédit		430/8	371	3.497
Autres emprunts		439		
Dettes commerciales		44	12.465.793	10.721.274
Fournisseurs		440/4	12.465.793	10.721.274
Effets à payer		441		
Acomptes reçus sur commandes		46		
Dettes fiscales, salariales et sociales	5.9	45	2.990.065	1.534.951
Impôts		450/3	1.800.379	153.923
Rémunérations et charges sociales		454/9	1.189.686	1.381.028
Autres dettes		47/48		
Comptes de régularisation	5.9	492/3	75.697	116.174
TOTAL DU PASSIF		10/49	22.807.661	18.071.042

COMPTE DE RÉSULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations		70/74	57.520.536	49.879.879
Chiffre d'affaires	5.10	70	50.302.513	49.879.879
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction) (+)/(-)		71		
Production immobilisée		72		
Autres produits d'exploitation	5.10	74	7.218.023	
Coût des ventes et des prestations		60/64	55.090.407	47.838.786
Approvisionnements et marchandises		60	43.835.470	38.656.439
Achats		600/8	43.835.470	38.656.439
Stocks: réduction (augmentation) (+)/(-)		609		
Services et biens divers		61	2.652.120	2.651.959
Rémunérations, charges sociales et pensions (+)/(-)	5.10	62	5.198.746	5.365.507
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630	102.055	128.409
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises) (+)/(-)		631/4	2	2.691
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises) (+)/(-)	5.10	635/7		
Autres charges d'exploitation	5.10	640/8	3.302.015	1.033.781
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)		649		
Bénéfice (Perte) d'exploitation (+)/(-)		9901	2.430.129	2.041.093
Produits financiers		75		
Produits des immobilisations financières		750		
Produits des actifs circulants		751		
Autres produits financiers	5.11	752/9		
Charges financières	5.11	65	4.509	214
Charges des dettes		650		16
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises) (+)/(-)		651		
Autres charges financières		652/9	4.509	198
Bénéfice (Perte) courant(e) avant impôts (+)/(-)		9902	2.425.619	2.040.879
Produits exceptionnels		76		
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		760		
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières		761		
Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels		762		
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés		763		
Autres produits exceptionnels	5.11	764/9		
Charges exceptionnelles		66		
Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		660		
Réductions de valeur sur immobilisations financières		661		
Provisions pour risques et charges exceptionnels: dotations (utilisations) (+)/(-)		662		
Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés		663		
Autres charges exceptionnelles	5.11	664/8		
Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)		669		
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts (+)/(-)		9903	2.425.619	2.040.879
Prélèvements sur les impôts différés		780		
Transfert aux impôts différés		680		
Impôts sur le résultat (+)/(-)	5.12	67/77	845.029	689.318
Impôts		670/3	845.029	689.318

N°	BE 0882.012.387	C 3
----	-----------------	-----

		Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales			77		
Bénéfice (Perte) de l'exercice	(+)/(-)		9904	1.580.590	1.351.561
Prélèvements sur les réserves immunisées			789		
Transfert aux réserves immunisées			689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-)		9905	1.580.590	1.351.561

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

		Codes	Exercice	Exercice précédent
Bénéfice (Perte) à affecter	(+)/(-)	9906	6.925.468	5.344.878
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-)	9905	1.580.590	1.351.561
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent	(+)/(-)	14P	5.344.878	3.993.317
Prélèvements sur les capitaux propres		791/2		
sur le capital et les primes d'émission		791		
sur les réserves		792		
Affectations aux capitaux propres		691/2		
au capital et aux primes d'émission		691		
à la réserve légale		6920		
aux autres réserves		6921		
Bénéfice (Perte) à reporter	(+)/(-)	14	6.925.468	5.344.878
Intervention d'associés dans la perte		794		
Bénéfice à distribuer		694/6		
Rémunération du capital		694		
Administrateurs ou gérants		695		
Autres allocataires		696		

ANNEXE **ETAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

	Codes	Exercice	Exercice précédent
FRAIS DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8051P	XXXXXXXXXX	5.679
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8021		
Cessions et désaffectations	8031		
Transferts d'une rubrique à une autre	8041		
(+)/(-)			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8051	5.679	
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8121P	XXXXXXXXXX	1.420
Mutations de l'exercice			
Actés	8071	1.893	
Repris	8081		
Acquis de tiers	8091		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8101		
Transférés d'une rubrique à une autre	8111		
(+)/(-)			
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8121	3.313	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	210	<u>2.366</u>	

ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
MOBILIER ET MATÉRIEL ROULANT			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8193P	XXXXXXXXXX	377.626
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8163	38.935	
Cessions et désaffectations	8173		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8183		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8193	416.561	
Plus-values au terme de l'exercice	8253P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8213		
Acquises de tiers	8223		
Annulées	8233		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8243		
Plus-values au terme de l'exercice	8253		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8323P	XXXXXXXXXX	317.930
Mutations de l'exercice			
Actés	8273	26.795	
Repris	8283		
Acquis de tiers	8293		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8303		
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8313		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8323	344.725	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	24	<u>71.836</u>	

N°	BE 0882.012.387	C 5.3.5
----	-----------------	---------

AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

Acquisitions, y compris la production immobilisée

Cessions et désaffectations

Transferts d'une rubrique à une autre

(+)/(-)

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Plus-values au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

Actées

Acquises de tiers

Annulées

Transférées d'une rubrique à une autre

(+)/(-)

Plus-values au terme de l'exercice

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

Actés

Repris

Acquis de tiers

Annulés à la suite de cessions et désaffectations

Transférés d'une rubrique à une autre

(+)/(-)

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

Codes	Exercice	Exercice précédent
8195P	XXXXXXXXXX	480.559
8165		
8175		
8185		
8195	480.559	
8255P	XXXXXXXXXX	
8215		
8225		
8235		
8245		
8255		
8325P	XXXXXXXXXX	260.275
8275	73.367	
8285		
8295		
8305		
8315		
8325	333.642	
26	146.917	

N°	BE 0882.012.387	C 5.3.6
----	-----------------	---------

	Codes	Exercice	Exercice précédent
IMMOBILISATIONS EN COURS ET ACOMPTES VERSÉS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8196P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Acquisitions, y compris la production immobilisée	8166	13.908	
Cessions et désaffectations	8176		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8186		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8196	13.908	
Plus-values au terme de l'exercice	8256P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8216		
Acquises de tiers	8226		
Annulées	8236		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8246		
Plus-values au terme de l'exercice	8256		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8326P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actés	8276		
Repris	8286		
Acquis de tiers	8296		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations	8306		
Transférés d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8316		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice	8326		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	27	<u>13.908</u>	

PLACEMENTS DE TRÉSORERIE ET COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF

PLACEMENTS DE TRÉSORERIE - AUTRES PLACEMENTS

Actions et parts
 Valeur comptable augmentée du montant non appelé
 Montant non appelé

Titres à revenu fixe
 Titres à revenu fixe émis par des établissements de crédit

Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit
 Avec une durée résiduelle ou de préavis
 d'un mois au plus
 de plus d'un mois à un an au plus
 de plus d'un an

Autres placements de trésorerie non repris ci-avant

Codes	Exercice	Exercice précédent
51		
8681		
8682		
52		
8684		
53		
8686		
8687		
8688		
8689		

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 490/1 de l'actif si celle-ci représente un montant important
 Charges à reporter

Exercice
83.016

N°	BE 0882.012.387	C 5.7
----	-----------------	-------

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

ETAT DU CAPITAL

Capital social

Capital souscrit au terme de l'exercice
Capital souscrit au terme de l'exercice

Codes	Exercice	Exercice précédent
100P 100	XXXXXXXXXX 300.000	300.000

Modifications au cours de l'exercice

Représentation du capital
Catégories d'actions
Actions sans valeur nominale

Codes	Montants	Nombre d'actions
	300.000	10.001
8702 8703	XXXXXXXXXX XXXXXXXXXX	10.001

Actions nominatives
Actions au porteur et/ou dématérialisées

Capital non libéré

Capital non appelé
Capital appelé, non versé
Actionnaires redevables de libération

Codes	Montant non appelé	Montant appelé non versé
101 8712	XXXXXXXXXX	XXXXXXXXXX

Actions propres

Détenues par la société elle-même
Montant du capital détenu
Nombre d'actions correspondantes
Détenues par ses filiales
Montant du capital détenu
Nombre d'actions correspondantes

Engagement d'émission d'actions

Suite à l'exercice de droits de conversion
Montant des emprunts convertibles en cours
Montant du capital à souscrire
Nombre maximum correspondant d'actions à émettre
Suite à l'exercice de droits de souscription
Nombre de droits de souscription en circulation
Montant du capital à souscrire
Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Capital autorisé non souscrit

Codes	Exercice
8721 8722	
8731 8732	
8740 8741 8742	
8745 8746 8747	
8751	

Parts non représentatives du capital

Répartition
Nombre de parts
Nombre de voix qui y sont attachées
Ventilation par actionnaire
Nombre de parts détenues par la société elle-même
Nombre de parts détenues par les filiales

Codes	Exercice
8761 8762	
8771 8781	

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE À LA DATE DE CLÔTURE DE SES COMPTES, TELLE QU'ELLE RÉSULTE DES DÉCLARATIONS REÇUES PAR L'ENTREPRISE

Celgene Netherlands BV: 100%

ETAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF

VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE

Dettes à plus d'un an échéant dans l'année

Dettes financières	8801	20.267
Emprunts subordonnés	8811	
Emprunts obligataires non subordonnés	8821	
Dettes de location-financement et assimilées	8831	20.267
Etablissements de crédit	8841	
Autres emprunts	8851	
Dettes commerciales	8861	
Fournisseurs	8871	
Effets à payer	8881	
Acomptes reçus sur commandes	8891	
Autres dettes	8901	

Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année

42 20.267

Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

Dettes financières	8802	
Emprunts subordonnés	8812	
Emprunts obligataires non subordonnés	8822	
Dettes de location-financement et assimilées	8832	
Etablissements de crédit	8842	
Autres emprunts	8852	
Dettes commerciales	8862	
Fournisseurs	8872	
Effets à payer	8882	
Acomptes reçus sur commandes	8892	
Autres dettes	8902	

Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

8912

Dettes ayant plus de 5 ans à courir

Dettes financières	8803	
Emprunts subordonnés	8813	
Emprunts obligataires non subordonnés	8823	
Dettes de location-financement et assimilées	8833	
Etablissements de crédit	8843	
Autres emprunts	8853	
Dettes commerciales	8863	
Fournisseurs	8873	
Effets à payer	8883	
Acomptes reçus sur commandes	8893	
Autres dettes	8903	

Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir

8913

DETTE GARANTIES

Dettes garanties par les pouvoirs publics belges

Dettes financières	8921	
Emprunts subordonnés	8931	
Emprunts obligataires non subordonnés	8941	
Dettes de location-financement et assimilées	8951	
Etablissements de crédit	8961	
Autres emprunts	8971	
Dettes commerciales	8981	
Fournisseurs	8991	
Effets à payer	9001	
Acomptes reçus sur commandes	9011	
Dettes salariales et sociales	9021	
Autres dettes	9051	

Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges

9061

Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise

Dettes financières	8922	
Emprunts subordonnés	8932	

N°	BE 0882.012.387	C 5.9
----	-----------------	-------

Emprunts obligataires non subordonnés
 Dettes de location-financement et assimilées
 Etablissements de crédit
 Autres emprunts
 Dettes commerciales
 Fournisseurs
 Effets à payer
 Acomptes reçus sur commandes
 Dettes fiscales, salariales et sociales
 Impôts
 Rémunérations et charges sociales
 Autres dettes
Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de l'entreprise

Codes	Exercice
8942	
8952	
8962	
8972	
8982	
8992	
9002	
9012	
9022	
9032	
9042	
9052	
9062	

DETTE FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES

Impôts

Dettes fiscales échues
 Dettes fiscales non échues
 Dettes fiscales estimées

Rémunérations et charges sociales

Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale
 Autres dettes salariales et sociales

Codes	Exercice
9072	
9073	1.800.379
450	
9076	
9077	1.189.686

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important

Charges à imputer

Exercice
75.697

RÉSULTATS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS

RÉSULTATS FINANCIERS

Autres produits financiers

Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats

Subsides en capital

Subsides en intérêts

Ventilation des autres produits financiers

Amortissement des frais d'émission d'emprunts et des primes de remboursement

Intérêts intercalaires portés à l'actif

Réductions de valeur sur actifs circulants

Actées

Reprises

Autres charges financières

Montant de l'escompte à charge de l'entreprise sur la négociation de créances

Provisions à caractère financier

Dotations

Utilisations et reprises

Ventilation des autres charges financières

Charges bancaires

Pertes de change

Codes	Exercice	Exercice précédent
9125		
9126		
6501		
6503		
6510		
6511		
653		
6560		
6561		
	12	172
	4.497	26

RÉSULTATS EXCEPTIONNELS

Ventilation des autres produits exceptionnels

Ventilation des autres charges exceptionnelles

Exercice

N°	BE 0882.012.387	C 5.12
----	-----------------	--------

IMPÔTS ET TAXES

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Impôts sur le résultat de l'exercice

Impôts et précomptes dus ou versés
Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif
Suppléments d'impôts estimés

Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs

Suppléments d'impôts dus ou versés
Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés

Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé

Dépenses non admises
Intérêts notionnels

Codes	Exercice
9134	827.782
9135	800.000
9136	
9137	27.782
9138	17.247
9139	17.247
9140	
	159.000
	-149.249

Incidence des résultats exceptionnels sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice

Sources de latences fiscales

Latences actives
Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs
Autres latences actives

Latences passives
Ventilation des latences passives

Codes	Exercice
9141	
9142	
9144	

TAXES SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS

Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte

A l'entreprise (déductibles)
Par l'entreprise

Montants retenus à charge de tiers, au titre de

Précompte professionnel
Précompte mobilier

Codes	Exercice	Exercice précédent
9145	3.183.198	2.707.132
9146	5.656.048	4.809.371
9147	1.246.572	1.153.213
9148		

N°	BE 0882.012.387	C 5.13
----	-----------------	--------

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR L'ENTREPRISE POUR SÛRETÉ DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS

Dont

- Effets de commerce en circulation endossés par l'entreprise
- Effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par l'entreprise
- Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par l'entreprise

GARANTIES RÉELLES

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de l'entreprise

- Hypothèques
 - Valeur comptable des immeubles grevés
 - Montant de l'inscription
- Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription
- Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés
- Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers

- Hypothèques
 - Valeur comptable des immeubles grevés
 - Montant de l'inscription
- Gages sur fonds de commerce - Montant de l'inscription
- Gages sur d'autres actifs - Valeur comptable des actifs gagés
- Sûretés constituées sur actifs futurs - Montant des actifs en cause

BIENS ET VALEURS DÉTENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES ET PROFITS DE L'ENTREPRISE, S'ILS NE SONT PAS PORTÉS AU BILAN

ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS

ENGAGEMENTS IMPORTANTS DE CESSION D'IMMOBILISATIONS

MARCHÉ À TERME

Marchandises achetées (à recevoir)

Marchandises vendues (à livrer)

Devises achetées (à recevoir)

Devises vendues (à livrer)

ENGAGEMENTS RÉSULTANT DE GARANTIES TECHNIQUES ATTACHÉES À DES VENTES OU PRESTATIONS DÉJÀ EFFECTUÉES

LITIGES IMPORTANTS ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS

- Le montant total des engagements financiers au titre des contrats de leasing conclus par la société au 31/12/2014, s'élève:
- pour l'année 2015 192.531,99 Euro
- pour l'année 2015-2017, 374.847,70 Euro
- pour l'année 2015-2018, 436.800,31 Euro

LE CAS ÉCHÉANT, DESCRIPTION SUCCINCTE DU RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE PENSION DE RETRAITE OU DE SURVIE INSTAURÉ AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS ET DES MESURES PRISES POUR EN COUVRIR LA CHARGE

- Les employés engagés sous les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée bénéficient d'un plan couvrant le décès et la

Codes	Exercice
9149	
9150	
9151	
9153	
9161	
9171	
9181	
9191	
9201	
9162	
9172	
9182	
9192	
9202	
9213	
9214	
9215	
9216	

N°	BE 0882.012.387	C 5.13
----	-----------------	--------

pension. Cet engagement de la société est couvert par un contrat d'assurance de Groupe.
 Les primes sont financées par une allocation patronale à charge de la société.

Code	Exercice
9220	

PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE À L'ENTREPRISE ELLE-MÊME

Montant estimé des engagements résultant de prestations déjà effectuées
 Bases et méthodes de cette estimation

NATURE ET OBJECTIF COMMERCIAL DES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société; le cas échéant, les conséquences financières de ces opérations pour la société doivent également être mentionnées

AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES ET LES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

ENTREPRISES LIÉES

Immobilisations financières

Participations
Créances subordonnées
Autres créances

Créances sur les entreprises liées

A plus d'un an
A un an au plus

Placements de trésorerie

Actions
Créances

Dettes

A plus d'un an
A un an au plus

Garanties personnelles et réelles

Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées
Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise

Autres engagements financiers significatifs

Résultats financiers

Produits des immobilisations financières
Produits des actifs circulants
Autres produits financiers
Charges des dettes
Autres charges financières

Cessions d'actifs immobilisés

Plus-values réalisées
Moins-values réalisées

ENTREPRISES AVEC UN LIEN DE PARTICIPATION

Immobilisations financières

Participations
Créances subordonnées
Autres créances

Créances

A plus d'un an
A un an au plus

Dettes

A plus d'un an
A un an au plus

Codes	Exercice	Exercice précédent
280/1		
280		
9271		
9281		
9291	1.643.703	1.889.219
9301		
9311	1.643.703	1.889.219
9321		
9331		
9341		
9351	11.775.120	9.778.098
9361		
9371	11.775.120	9.778.098
9381		
9391		
9401		
9421		
9431		
9441		
9461		
9471		
9481		
9491		
282/3		
282		
9272		
9282		
9292		
9302		
9312		
9352		
9362		
9372		

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ

Mention de telles transactions, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société

La société a principalement des transactions avec des parties liées qui font entièrement partie d'un groupe. Conformément à l'AR du 10 aout 2009, de telles transactions ne doivent pas être mentionnées dans cette annexe.

Les autres transactions avec des parties liées ne sont pas matérielles par rapport aux comptes annuels considérés dans leur ensemble.

Exercice
0

N°	BE 0882.012.387	C 5.15
----	-----------------	--------

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT L'ENTREPRISE SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées

Conditions principales des créances

Garanties constituées en leur faveur

Conditions principales des garanties constituées

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Conditions principales des autres engagements

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable

Aux administrateurs et gérants

Aux anciens administrateurs et anciens gérants

Codes	Exercice
9500	
9501	
9502	
9503	
9504	

LE(S) COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emoluments du (des) commissaire(s)

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisoriale

Codes	Exercice
9505	8.050
95061	
95062	
95063	
95081	
95082	
95083	

Mentions en application de l'article 133, paragraphe 6 du Code des sociétés

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Informations à compléter par les entreprises soumises aux dispositions du Code des sociétés relatives aux comptes consolidés

L'entreprise n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'elle en est exemptée pour la (les) raison(s) suivante(s)

L'entreprise est elle-même filiale d'une entreprise mère qui établit et publie des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation

Dans l'affirmative, justification du respect des conditions d'exemption prévues à l'article 113, paragraphes 2 et 3 du Code des sociétés

Toutes les conditions d'exemption sont satisfaites.

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'entreprise mère qui établit et publie les comptes consolidés en vertu desquels l'exemption est autorisée

Celgene Corporation
Morris Avenue 86
07901 Summit, New Jersey
ETATS-UNIS

INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR L'ENTREPRISE SI ELLE EST FILIALE OU FILIALE COMMUNE

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, numéro d'entreprise de l'(des) entreprise(s) mère(s) et indication si cette (ces) entreprise(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation*:

Celgene Corporation
Entreprise mère consolidante - Ensemble le plus grand
Morris Avenue 86
07901 Summit, New Jersey
ETATS-UNIS

Si l'(les) entreprise(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus*:

Celgene Corporation
Morris Avenue 86
07901 Summit, New Jersey
ETATS-UNIS

* Si les comptes de l'entreprise sont consolidés à plusieurs niveaux, les renseignements sont donnés d'une part, pour l'ensemble le plus grand et d'autre part, pour l'ensemble le plus petit d'entreprises dont l'entreprise fait partie en tant que filiale et pour lequel des comptes consolidés sont établis et publiés.

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend l'entreprise: 116 207

Etat des personnes occupées

Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel

Au cours de l'exercice	Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
Nombre moyen de travailleurs				
Temps plein	1001	25,7	14,3	11,4
Temps partiel	1002	4,3		4,3
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003	29	14,3	14,7
Nombre d'heures effectivement prestées				
Temps plein	1011	45.000	25.152	19.848
Temps partiel	1012	5.960		5.960
Total	1013	50.960	25.152	25.808
Frais de personnel				
Temps plein	1021	4.590.729	2.565.912	2.024.818
Temps partiel	1022	608.017		608.017
Total	1023	5.198.746	2.565.912	2.632.834
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033			

Au cours de l'exercice précédent	Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003	24,6	12,4	12,2
Nombre d'heures effectivement prestées	1013	42.748	21.932	20.816
Frais de personnel	1023	5.365.507	2.752.791	2.612.716
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033			

N°	BE 0882.012.387	C 6
----	-----------------	-----

Travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel (suite)

A la date de clôture de l'exercice

Nombre de travailleurs

Par type de contrat de travail

Contrat à durée indéterminée

Contrat à durée déterminée

Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini

Contrat de remplacement

Par sexe et niveau d'études

Hommes

de niveau primaire

de niveau secondaire

de niveau supérieur non universitaire

de niveau universitaire

Femmes

de niveau primaire

de niveau secondaire

de niveau supérieur non universitaire

de niveau universitaire

Par catégorie professionnelle

Personnel de direction

Employés

Ouvriers

Autres

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
105	29	3	31,3
110	26	2	27,8
111	3	1	3,5
112			
113			
120	16		16
1200			
1201			
1202			
1203	16		16
121	13	3	15,3
1210			
1211			
1212			
1213	13	3	15,3
130			
134	28	3	30,3
132			
133	1		1

Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de l'entreprise

Au cours de l'exercice

Nombre moyen de personnes occupées

Nombre d'heures effectivement prestées

Frais pour l'entreprise

Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de l'entreprise
150		
151		
152		

N°	BE 0882.012.387	C 6
----	-----------------	-----

Tableau des mouvements du personnel au cours de l'exercice

Entrées

Nombre de travailleurs pour lesquels l'entreprise a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice

Par type de contrat de travail

Contrat à durée indéterminée

Contrat à durée déterminée

Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini

Contrat de remplacement

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
205	7	2	8,4
210	6	1	6,9
211	1	1	1,5
212			
213			

Sorties

Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice

Par type de contrat de travail

Contrat à durée indéterminée

Contrat à durée déterminée

Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini

Contrat de remplacement

Par motif de fin de contrat

Pension

Chômage avec complément d'entreprise

Licenciement

Autre motif

Dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prêter des services au profit de l'entreprise comme indépendants

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
305	2	2	3,7
310	1	2	2,7
311	1		1
312			
313			
340			
341			
342		1	0,9
343	2	1	2,8
350			

Renseignements sur les formations pour les travailleurs au cours de l'exercice

	Codes	Hommes	Codes	Femmes
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5801		5811	
Nombre d'heures de formation suivies	5802		5812	
Coût net pour l'entreprise	5803		5813	
dont coût brut directement lié aux formations	58031		58131	
dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs	58032		58132	
dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)	58033		58133	
Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5821	15	5831	20
Nombre d'heures de formation suivies	5822	74	5832	98
Coût net pour l'entreprise	5823	12.867	5833	17.156
Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur				
Nombre de travailleurs concernés	5841		5851	
Nombre d'heures de formation suivies	5842		5852	
Coût net pour l'entreprise	5843		5853	

N°	BE 0882.012.387	C 7
----	-----------------	-----

nominale ou à la valeur d'acquisition. Des réductions de valeur complémentaires sont actées sur les placements pour tenir compte, soit de l'évolution de leur valeur de réalisation ou de marché, soit des aléas justifiés par la nature des avoirs en cause ou de l'activité exercée.

9. **VALEURS DISPONIBLES**
Ces valeurs sont comptabilisées à leur valeur nominale.
Elles font l'objet de réductions de valeur si leur valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est inférieure à la valeur nominale. Des réductions de valeur complémentaires sont actées selon les mêmes modalités que celles qui sont fixées pour les placements de trésorerie.

10. **COMPTES DE REGULARISATION**
Les produits acquis et les charges à reporter sont évalués selon le prorata du temps de façon que les comptes de l'exercice reprennent les produits et les charges qui le concernent.
Sont également inscrits sous cette rubrique et pris en résultats, prorata temporis, les intérêts inclus conventionnellement dans la valeur nominale des dettes, ainsi que l'escompte, correspondant aux intérêts implicites non courus des dettes à plus d'un an non productives d'intérêts ou assorties d'un intérêt anormalement faible.

REGLES APPLICABLES AUX RUBRIQUES DE PASSIF

1. **CAPITAL**
Le montant du capital souscrit est fixé par les statuts sociaux. Il ne peut être régulièrement modifié que dans le cadre d'une modification aux statuts, conformément au droit des sociétés. Le capital non-appelé ne peut être modifié qu'à la suite d'une décision de l'organe sociétaire compétent pour appeler le capital. Les apports en capital sont portés à leur valeur nominale en cas d'apports en espèces. Les apports en nature sont évalués à leur valeur conventionnelle. Ces apports ne peuvent être constitués que par des éléments susceptibles d'évaluation économique. L'apport en espèces constitué en devises est traité comme un apport en nature.

2. **PRIMES D'ÉMISSION**
Est inscrite sous cette rubrique, à la suite d'une augmentation de capital, la partie du prix des actions ou des parts sociales émises qui excède la fraction du capital nominal souscrit que ces actions ou parts représentent. Les primes d'émission sont libérées intégralement. Elles peuvent être utilisées pour compenser des pertes constatées.

3. **PLUS-VALUES DE REEVALUATION**
Outre ce qui est dit en matière de réévaluation dans les règles communes énoncées ci-après, il faut entendre par l'intitulé de cette rubrique, les plus-values non réalisées, exprimées dans les comptes sur des éléments de l'actif immobilisé. Sont maintenues sous cette rubrique, les plus-values non réalisées actées antérieurement au début de l'exercice prenant cours après le 31 décembre 1983.

4. **RESERVES**

4.1. **RESERVE LEGALE**
La réserve légale est constituée conformément aux dispositions applicables en droit des sociétés et les prélèvements obligatoires qu'il impose sont adaptés aux augmentations et réductions du capital social.

4.2. **RESERVES INDISPONIBLES**
Est classée sous cette rubrique, aussi longtemps que des actions ou parts propres sont comptabilisées à l'actif du bilan, la réserve constituée à cet effet, et dont le montant doit être égal à la valeur pour laquelle ces titres sont portés à l'inventaire. Les sommes consacrées à cette acquisition doivent être susceptibles d'être distribuées, compte tenu de l'actif net tel qu'il résulte des comptes annuels, l'opération ne pouvant porter que sur des actions ou parts entièrement libérées. Sont également classées sous cette rubrique les réserves qui sont soustraites à la libre disposition de l'assemblée statuant aux majorités ordinaires.

4.3. **RESERVES IMMUNISEES**
Sont classés sous cette rubrique, sous déduction des impôts différés y afférents, les plus-values réalisées et les bénéfices dont l'imputation fiscale ou la taxation étalée est subordonnée à la condition d'intangibilité.

4.4. **RESERVES DISPONIBLES**
Les dotations et reprises de ces réserves sont fonction des affectations et prélèvements enregistrés à la clôture de l'exercice, dans des comptes annuels établis après répartition, et sous la condition suspensive de l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires ou associés.

5. **BENEFICE REPORTE OU PERTE REPORTEE**
Sous cette rubrique est inscrit en fonction des affectations et prélèvements, soit le montant des bénéfices de l'exercice et des exercices antérieurs qui n'ont été, ni distribués, ni mis en réserves, soit le montant des pertes qui n'ont pas été compensées par des prélèvements sur les réserves ou sur le capital et les primes d'émission.

6. **SUBSIDES EN CAPITAL**
Les subsides en capital obtenus des pouvoirs publics en considération d'investissements en immobilisations sont portés sous cette rubrique sous déduction des impôts différés y afférents. Ces subsides font l'objet d'une réduction échelonnée, par imputation aux produits financiers au rythme de la prise en charge des amortissements afférents aux immobilisations pour l'acquisition desquelles ils ont été obtenus. La quote-part de ces subsides afférents à des biens non amortissables ne fait pas l'objet d'une réduction.

7. **PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES**

7.1. **PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES**
Les provisions pour risques et charges couvrent des pertes ou charges nettement circonscrites quant à leur nature, mais qui, à la date de clôture de l'exercice, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant. Leur évaluation est faite en fonction des critères de prudence, de sincérité et de bonne foi. Elles sont constituées sur base des méthodes arrêtées par l'organe d'administration de l'entreprise et ne peuvent pas dépendre du résultat de l'exercice.
Des provisions doivent être constituées pour couvrir notamment :
a) les engagements incombant à l'entreprise en matière de pensions de retraite et de survie, de prépensions et d'autres pensions ou rentes similaires;
b) les charges de grosses réparations et de gros entretien;
c) les risques de pertes ou de charges découlant pour l'entreprise de sûretés personnelles ou réelles constituées en garantie de dettes ou d'engagements de tiers, d'engagements relatifs à l'acquisition ou à la cession d'immobilisations, de l'exécution de commandes passées ou reçues, de positions et marchés à terme en devises ou de positions et marchés à terme en marchandises, de garanties techniques attachées aux ventes et prestations déjà effectuées par l'entreprise, de litiges en cours, d'un caractère financier, d'un caractère exceptionnel.

7.2. **IMPOTS DIFFERES**
Les impôts différés sur les subsides en capital et les plus-values réalisées sont initialement évalués au montant normal de taxation qui les aurait frappés, si ces subsides et plus-values avaient été taxés à charge de l'exercice au cours duquel ils ont été actés.
Les impôts différés font l'objet d'une réduction échelonnée par imputation au compte de résultats au rythme de la réduction des subsides en capital figurant à la rubrique du passif auxquels ils sont afférents et au rythme de l'inclusion dans le résultat imposable des plus-values en cause. Ces impôts différés ne font l'objet d'une correction que dans la mesure où la charge fiscale estimée afférente dans un avenir prévisible à ces subsides et plus-values s'écartera de manière significative du montant figurant au passif.

8. **DETTES A PLUS D'UN AN**
Ces dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.
L'inscription au bilan des dettes à leur valeur nominale s'accompagne de l'inscription en compte de régularisation de l'actif et de la prise en résultats prorata temporis de l'escompte de créances de tiers qui ne sont pas productives d'intérêt ou qui sont assorties d'un intérêt anormalement faible, lorsque les créances :
1° sont remboursables à une date éloignée de plus d'un an, à compter de leur entrée dans le patrimoine de l'entreprise; et
2° sont afférentes soit à des montants actés en tant que charges au compte de résultats, soit au prix d'acquisition d'immobilisations ou de branches d'activités.

9. **DETTES A UN AN AU PLUS**
Ces dettes sont reprises pour leur valeur nominale.
Cette rubrique comporte notamment, au titre de dettes fiscales, un montant estimé destiné à couvrir les impôts qui sont établis sur le résultat de l'exercice dans la mesure où ces impôts ne sont pas déjà couverts par des versements d'impôts et de précomptes pris en charge par le compte de résultats ou d'autres précomptes imputables et, au titre de dettes salariales et sociales, la dette estimée de pécule de vacances, constituée en considération des taux admis par l'Administration des Contributions.

10. **COMPTES DE REGULARISATION**
Les charges à imputer et les produits à reporter sont évalués comme il a été dit pour la même rubrique à l'actif.
Sont également inscrits sous cette rubrique, et pris en résultats prorata temporis, les intérêts inclus conventionnellement dans la valeur nominale des créances, la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur nominale des créances, et l'escompte des créances remboursables à une date éloignée de plus d'un an, qui ne sont pas productives d'intérêt ou qui sont assorties d'un taux d'intérêt anormalement faible.

REGLES COMMUNES APPLICABLES A PLUSIEURS RUBRIQUES D'ACTIF ET DE PASSIF

1. **INTERETS INTERCALAIRES**
Peuvent être incluses, à titre d'intérêts intercalaires, dans la valeur d'acquisition d'immobilisations incorporelles ou corporelles et dans le coût de revient des stocks ou des commandes en cours d'exécution dont la durée de fabrication ou d'exécution excède un an, les charges d'intérêt exposées, se rapportant à la période qui précède la mise en exploitation effective de ces immobilisations. Une mention spéciale dans l'annexe énonce l'existence d'intérêts intercalaires.
Les charges financières, afférentes aux capitaux empruntés pour financer la construction d'immobilisations corporelles, peuvent également être incorporées à la valeur des immobilisations en cause. L'amortissement de ces intérêts se pratique au même taux que celui adopté pour le bien principal auquel ils se rapportent et ne prend cours qu'à l'exercice comptable pendant lequel a lieu la mise en service de ces actifs.

2. **REEVALUATION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET FINANCIERES**
Si la valeur, déterminée en fonction de leur utilité pour l'entreprise, de ces immobilisations ou de certaines d'entre elles présente une plus-value certaine et significative par rapport à leur prix d'acquisition, à leur coût de revient ou à leur valeur d'apport, estimée devoir subsister durablement, ces immobilisations peuvent faire l'objet, à la date de clôture de l'exercice, d'une réévaluation prudente à la mesure de la plus-value justifiée par la rentabilité des activités de l'entreprise. En ce qui concerne les bâtiments, constructions et leurs aménagements, le montant des réévaluations décidées est fixé par recours à l'expertise externe. En ce qui concerne les participations, la méthode de réévaluation est appropriée selon que les titres en cause sont ou non cotés à une bourse de valeurs. Les titres spéculatifs ne sont par nature jamais réévaluables.
Il n'est éventuellement procédé à la réévaluation des immobilisations corporelles ainsi que des participations, actions et parts sous les immobilisations financières ou de certaines catégories de ces immobilisations, que lorsque les conditions supplémentaires suivantes sont, s'il échet, cumulativement réunies :
a) si la réévaluation porte sur des immobilisations corporelles dont l'utilisation est limitée dans le temps, la valeur réévaluée fait l'objet d'amortissements calculés aux fins d'en répartir la prise en charge sur la durée résiduelle d'utilisation probable de l'immobilisation;
b) la plus-value, ainsi actée en fonction des éléments qui précèdent, doit être simplement exprimée à la rubrique du passif "Plus-values de réévaluation" et y être maintenue aussi longtemps que les biens auxquels elle est afférente ne sont pas réalisés;
c) par dérogation au littéra b), cette plus-value

N°	BE 0882.012.387	C 7
----	-----------------	-----

- 1) doit être transférée aux réserves disponibles à concurrence du montant des amortissements actés sur elle;
- 2) peut être incorporée au capital;
- 3) doit être annulée, en cas de moins-value ultérieure appuyée par un rapport d'expertise externe, à concurrence du montant non encore amorti sur la plus-value.

3. OPERATIONS, AVOIRS ET ENGAGEMENTS EN DEVICES

Lorsqu'en fin d'exercice, il subsiste des avoirs et engagements libellés en devises, comptabilisés à des cours de conversion différents, ceux-ci sont valorisés en tenant compte des cours indicatifs publiés par la Banque Nationale de Belgique à la date d'arrêt des comptes annuels. L'entreprise adopte toutefois comme cours de clôture une moyenne des cours du dernier mois de l'exercice, si, compte tenu des dernières variations de cours, la moyenne de ceux-ci est un meilleur critère d'évaluation pour l'image fidèle des comptes.

L'entreprise adopte pour chaque devise le cours indicatif au comptant, même pour les avoirs et engagements qui n'échoient qu'à une époque ultérieure. La réestimation au cours indicatif porte sur l'ensemble des postes monétaires, à l'exception de ceux faisant l'objet d'une couverture spécifique.

Lorsque pour la même devise,

a) les comptes de régularisation ne comportent que des écarts de conversion négatifs correspondant à des pertes latentes, celles-ci doivent être prises en charge;

b) les comptes de régularisation ne comportent que des écarts de conversion positifs

correspondant à des gains latents, ceux-ci ne peuvent pas être pris en compte de résultats et sont maintenus au bilan;

c) les comptes de régularisation comportent à la fois des écarts de conversion négatifs et positifs, ceux-ci sont traités de manière symétrique, en telle sorte

1) que seul l'excédent du montant des écarts négatifs par rapport au montant des écarts positifs soit pris en charge ou

2) que le compte de résultats ne soit pas influencé en cas d'excédent du montant des écarts positifs sur le montant des écarts négatifs, cet excédent étant maintenu au bilan.

Celgene
Société privée à responsabilité limitée
Parc d'Alliance, Bâtiment A
boulevard de France 9
1420 Braine-l'Alleud

TVA BE 0882.012.387
RPM Nivelles

RAPPORT DE GESTION A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ASSOCIES

Madame, Messieurs,

Nous avons l'honneur, conformément aux dispositions légales en vigueur et aux statuts, de vous faire rapport sur les activités de notre société durant l'année comptable précédente et de vous soumettre les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2014 pour approbation.

1. Commentaires sur les comptes annuels

1.1. Aperçu des activités

Le but principal de la société Celgene SPRL est la vente et le marketing ainsi que les activités liées aux produits pharmaceutiques au sein du groupe Celgene pour la Belgique et le Luxembourg.

1.2. Commentaires

Nous rappelons qu'en avril 2008, Celgene SPRL a obtenu le remboursement (par la sécurité sociale) du médicament Revlimid. La commercialisation du médicament avait été préalablement acceptée par l'Agence Médicale Européenne (EMA) en juin 2007. Concernant Vidaza, le remboursement a été obtenu le 1^{er} décembre 2009 et pour Thalidomide, aucun remboursement n'a été accepté. Pour Imnovid, le remboursement et la commercialisation a été obtenu le 1^{er} septembre 2014.

Depuis mars 2011 un nouvel « LSP Local » est en charge de stocker et distribuer les produits. Arvato a ainsi remplacé Pharma Distri Center NV. Un nouveau « service agreement » a été conclu entre Arvato et Celgene SPRL alors que le contrat entre Celgene BVBA et Celgene Logistics est resté identique. Les revenus d'exploitation engendrés se montent à 57'520'535.68 en 2014.

Le total des coûts s'élevant à EUR 55'090'407.05 est dû principalement aux achats des marchandises (EUR 43'835'469.62), aux rémunérations et charges sociales (EUR

5'198'745.84), aux services et bien divers (EUR 2'652'119.90) et aux autres charges d'exploitation (EUR 3'302'014.72).

A la date de clôture, les employés étaient au nombre de 32 comparés aux 27 en 2013.

(A) Le compte de résultats

Le compte de résultats de l'exercice comptable se clôturant le 31 décembre 2014 reflète la situation suivante:

⇒ Ventes et prestations	€	57'520'535.68
⇒ Coût des ventes et prestations	€	55'090'407.05
⇒ Bénéfice d'exploitation	€	2'430'128.63
⇒ Produits financiers	€	0
⇒ Charges financières	€	4'509.38
⇒ Résultat de l'exercice avant impôts	€	2'425'619.25
⇒ Impôts sur le résultat	€	845'029.31
⇒ Bénéfice de l'exercice à affecter	€	1'580'589.94

(B) Affectation

Nous vous proposons de reporter le bénéfice au prochain exercice :

- Bénéfice de l'exercice à affecter	€	1'580'589.94
- Bénéfice reporté de l'exercice précédent	€	5'344'877.72
- Bénéfice à reporter	€	6'925'467.66

2. Principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée

Celgene SPRL agit en tant que distributeur à risque limité (« Limited risk distributor ») et n'est donc pas exposé à des risques de change, de crédit, de liquidité ou d'inventaire.

3. Circonstances susceptibles d'influencer le développement de la société

Aucune circonstance ne devrait influencer négativement le développement de la société durant l'exercice prochain.

4. Evénements importants après la clôture de l'exercice

Il n'y a pas eu d'événements importants postérieurs à la date de clôture.

5. Recherche et développement

Durant l'exercice écoulé, aucune activité en matière de recherche et développement n'a été exercée.

6. Communication concernant l'utilisation des instruments financiers par la société dans la mesure où celle-ci est pertinente pour l'évaluation de son actif, de son passif, de sa situation financière et de ses pertes ou profits

La société n'a pas utilisé de tels instruments financiers.

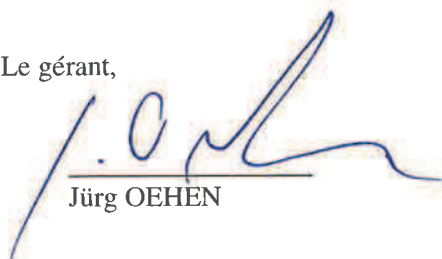
7. Communication concernant l'existence de succursales de la société

La société ne possède aucune succursale.

Nous espérons que vous voudrez bien approuver les comptes annuels ci-joints et donner décharge aux gérants et au commissaire pour toute responsabilité encourue dans l'exercice de leur mandat.

Le 03 juin 2015

Le gérant,



Jürg OEHEN

Rapport du commissaire à l'assemblée générale de Celgene SPRL pour l'exercice clos le 31 décembre 2014

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre rapport sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2014 tels que définis ci-dessous, ainsi que notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires.

Rapport sur les comptes annuels - opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels de Celgene SPRL (« la Société ») pour l'exercice clos le 31 décembre 2014, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique. Ces comptes annuels comprennent le bilan au 31 décembre 2014, le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date, et l'annexe. Le total du bilan s'élève à 22.807.660,81 EUR et le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 1.580.589,94 EUR.

Responsabilité de l'organe de gestion relative à l'établissement des comptes annuels

L'organe de gestion est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne que l'organe de gestion estime nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes annuels sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle selon les normes internationales d'audit (ISA). Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques, ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation du risque que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne de la Société relatif à l'établissement de comptes annuels donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des règles d'évaluation retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion ainsi qu'à apprécier la présentation d'ensemble des comptes annuels.

Nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion sans réserve.

Opinion sans réserve

A notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2014, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

L'organe de gestion est responsable de l'établissement et du contenu du rapport de gestion, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des statuts de la Société.

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit applicables en Belgique, notre responsabilité est, à tous égards significatifs, de vérifier le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons les déclarations complémentaires suivantes, qui ne sont pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur les comptes annuels:

- Le rapport de gestion traite des mentions requises par la loi, concorde, dans tous ses aspects significatifs, avec les comptes annuels et ne présente pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous avons eu connaissance dans le cadre de notre mandat.
- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- La Société n'a pas respecté les dispositions du Code des sociétés en matière de formalités de convocation de l'assemblée générale des actionnaires et de mise à disposition des comptes annuels et du rapport de gestion au commissaire, ce qui ne nous a pas permis de mettre notre rapport de commissaire à disposition dans les délais légaux. Pour le reste, nous n'avons pas à vous signaler d'autre opération conclue ou décision prise par ailleurs en violation des statuts ou du Code des sociétés.

Bruxelles, le 19 juin 2015

KPMG Réviseurs d'Entreprises
Commissaire
représentée par

Robert Snijkers
Réviseur d'Entreprises